



FMMD 2019 - Document de réflexion

*Approches durables de la mobilité humaine:
Défendre les droits, renforcer l'agence publique et
promouvoir le développement au travers des
partenariats et de l'action collective*



Contenu

Introduction	3
Priorités de fond	4
(1) Réponses coordonnées aux flux migratoires mixtes: partenariats et actions collectives en faveur de la protection des droits.....	4
Table ronde 1.1: Fournir des voies régulières, de la crise à la sécurité	5
Table ronde 1.2: Faciliter l'inclusion sociale et économique	6
(2) Discours et communication sur la migration: quels rôles, responsabilités et ressources ont les gouvernements?	7
Table ronde 2.1: Formulation des discours publics sur les migrations et les migrants	8
Table ronde 2.2: Communication efficace avec les migrants	9
(3) Aborder la mobilité humaine dans le cadre des stratégies de développement urbain et rural	10
Table ronde 3.1: Soutien aux villes d'arrivée à travers la cohérence de politiques et partenariats multipartites.....	11
Table ronde 3.2: Tirer parti de la migration pour transformer et développer les zones rurales	11
Priorités pour le processus du FMMD	12
Suivi de l'examen des dix ans du FMMD	12
Soutien à la mise en œuvre et au suivi des engagements internationaux	14
Réunions thématiques et régionales pour aborder les priorités de fond et institutionnelles	15

Acronymes

OSC	Organisations de la société civile
FPHN	Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable
PMM	Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières
PMR	Pacte Mondial sur les Réfugiés
FMMD	Forum Mondial sur la Migration et le Développement
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
MM	Mécanisme des Maires (Mécanisme de Partenariat du FMMD)
PpA	Plateforme pour les Partenariats (plate-forme en ligne du FMMD)
DNY	Déclaration de New York 2016
ODD	Objectifs de Développement Durable
CGLU	Cités et Gouvernements Locaux Unis
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Introduction

Le FMMD de 2019 arrive à un moment très opportun pour la gouvernance de la migration mondiale: l'ampleur de la migration internationale et des déplacements forcés ont amené la communauté internationale à aborder ces problèmes au plus haut niveau politique. L'affirmation de deux Pactes mondiaux, l'un sur les réfugiés (PMR) et l'autre sur les migrations sûres, ordonnées et régulières (PMM) en 2018, souligne la nécessité d'une coopération pour aborder ces défis mondiaux de manière intégrale, garantissant la sécurité, les droits et la dignité de tous les migrants et réfugiés et tirer parti de leurs contributions au développement au niveau local, national, régional et mondial. Tant l'adoption des pactes que l'intégration claire des Objectifs de Développement Durable (ODD) relatifs à la migration dans le Programme de développement durable à l'agenda 2030 pour le Développement Durable montrent une convergence importante entre les États et laissent entrevoir la possibilité d'un large consensus sur des questions politiques encore controversées. Toutefois, les Pactes ne bénéficient pas d'un soutien universel et, en particulier dans le cas du PMM, ils ont généré des points de vue différents dans certains pays. Les déplacements massifs de réfugiés et de migrants, qui ont conduit à l'adoption de la Déclaration de New York (DNY) en 2016 et au développement des deux Pactes Mondiaux en premier lieu, restent un défi politique, social, économique et opérationnel urgent. Si elles sont gérées efficacement, les réponses aux problèmes des réfugiés peuvent être renforcées par une responsabilité globale et des actions coordonnées et partagées, tandis qu'une migration sûre, ordonnée et régulière peut favoriser le développement des pays d'origine, de transit, de destination et de retour. Les migrants et les réfugiés jouent un rôle central dans cet effort et devraient par conséquent y être pleinement associés.

Alors que l'Équateur assume la présidence du FMMD en 2019, l'un des objectifs du processus de cette année est de jouer un rôle de passerelle: créer un terrain d'entente entre les gouvernements pouvant avoir des points de vue différents sur le PMM; et explorer les complémentarités des deux Pactes Mondiaux conformément aux engagements pris dans la Déclaration de New York et en réponse aux besoins de solutions intégrées sur le terrain.

La présidence cherche également à renforcer le dialogue entre toutes les parties prenantes du FMMD, en plus desquelles les maires ajouteront à l'avenir leurs perspectives à travers la création du mécanisme des maires du FMMD cette année. Il est également opportun pour l'Équateur d'incorporer plus systématiquement les contributions du monde académique afin que nos délibérations sur les politiques bénéficient des meilleures connaissances factuelles disponibles, identifient les lacunes dans nos connaissances et contribuent à éclairer les programmes de recherche. Très souvent, la désinformation et les perceptions erronées sur la migration et les migrants et leurs impacts sociaux prévalent dans les pays d'origine et de destination. Les gouvernements ont la responsabilité d'expliquer et de communiquer leurs politiques au public, malgré un environnement médiatique de plus en plus diversifié et polarisé, qui se dispute l'espace pour façonner les discours sur la migration. Par conséquent, le président du FMMD 2019 cherchera à explorer les possibilités de rapprocher le monde académique du Forum afin de: 1) diversifier l'éventail de participation et 2) créer une base de données factuelle plus solide pour permettre des choix politiques éclairés.

Cette année, en juillet, les gouvernements seront invités pour la première fois à rendre compte des mesures prises pour mettre en œuvre l'objectif central lié à la migration dans les ODD, objectif 10.7 "Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable". Le FMMD est une nouvelle fois invité à contribuer au Forum Politique de Haut Niveau 2019 sur les ODD liés à la migration. Les tendances générales, telles que la croissance et le vieillissement de la population, l'urbanisation rapide

et les impacts croissants du changement climatique laissent présager une augmentation continue de la mobilité humaine au cours de ce siècle. Des déplacements massifs de population peuvent déclencher des crises humanitaires et politiques. Pour que les mouvements se déroulent dans des conditions relativement sûres et ordonnées, les États et les autres parties prenantes doivent travailler ensemble, à différents niveaux de gouvernance, pour prévoir, façonner et répondre aux besoins et à la volonté de la population de se déplacer et de répondre aux vulnérabilités auxquelles ils peuvent être confrontés au cours de leurs voyages. En tant que forum à l'interface de la migration et du développement, le FMMD continuera à forger des synergies entre les acteurs de la migration et du développement en vue de trouver des solutions concrètes pour atteindre les ODD.

Le FMMD est un forum informel et, par conséquent, a un potentiel énorme, principalement en tant que lieu permettant aux gouvernements et aux autres parties prenantes d'apprendre les uns des autres. La gestion de la mobilité humaine est une tâche complexe. Le FMMD offre un espace pour explorer des approches durables intégrant des considérations à long et à court terme et reflétant les interactions entre les domaines politiques et les niveaux de gouvernement. Cela peut également aider à élucider les intérêts des gouvernements et des autres parties prenantes et à favoriser une meilleure compréhension des coûts et des avantages inhérents à des élections politiques spécifiques et à des actions concrètes. Pour le faire correctement et équitablement, les droits et la voix des migrants doivent faire partie intégrante du processus.

Priorités de fond

(1) Réponses coordonnées aux flux migratoires mixtes: partenariats et actions collectives en faveur de la protection des droits.

Ces dernières années, des événements survenus dans différentes parties du monde ont provoqué des déplacements massifs de personnes, notamment des réfugiés et des migrants, qui voyagent souvent de manière irrégulière dans des conditions de grande vulnérabilité, victimes d'abus, d'exploitation et de perte de dignité. Les gouvernements sont sous pression pour donner des réponses coordonnées dans un délai très court. Selon les circonstances et les voies empruntées, les personnes fuyant la même réalité peuvent se retrouver dans des situations différentes selon le pays où elles se rendent. Les divergences dans les conditions de chaque pays peuvent inciter les personnes à aller de l'avant. Parmi les pays, cela peut conduire à des restrictions plus strictes sur l'admission et les conditions de séjour, puisque les gouvernements cherchent à limiter les arrivées et les coûts associés. Tous ces facteurs peuvent contribuer à des situations de chaos prolongé et créer un environnement propice à la montée des opérations de trafic et de traite, exacerbant les risques d'exploitation et de maltraitance.

En 2016, la DNY a établi des principes visant à traiter des déplacements massifs mixtes de migrants et de réfugiés, soulignant à la fois les différences et les besoins communs de protection que les deux groupes pourraient rencontrer, en particulier pendant le transit. Dans le contexte de flux migratoires mixtes à grande échelle dans différentes parties du monde, la première priorité thématique du FMMD est de stimuler les échanges entre pays et régions sur les approches novatrices et les enseignements tirés face à des situations de flux migratoires mixtes de manière à soutenir et à protéger la sécurité, dignité et droits (humains) des personnes en mouvement. Il examinera comment la coordination entre gouvernements et la coopération avec les autres parties concernées, notamment les organisations régionales, les autorités locales, les partenaires du développement, la société civile et les entreprises, les organisations de migrants

et de la diaspora et les acteurs humanitaires peuvent renforcer leur capacité et la capacité des États à gérer les mouvements et à répondre aux besoins les plus pressants, en respectant les obligations internationales de protection, tout en établissant un lien entre les réponses à court terme et la planification à long terme en matière de sécurité et les possibilités offertes aux nouveaux arrivants et aux communautés d'accueil, ainsi que pour les migrants et les réfugiés qui finissent par rentrer chez eux.

Table ronde 1.1: Fournir des voies régulières, de la crise à la sécurité

Résultats attendus

Le but de cette table ronde est d'identifier et de partager des actions concrètes des gouvernements et d'autres parties prenantes pour faciliter l'accès à des voies sûres pour des personnes qui sont forcées ou obligées de quitter leur foyer, en particulier les groupes vulnérables, et accorder un statut légal dans le pays de destination.

Cette discussion vise à faire le point sur la gamme des options politiques et sur les mesures concrètes que les gouvernements ont prises pour faire face aux situations de mouvements mixtes, faciliter le passage en toute sécurité des personnes fuyant des situations de crise (y compris celles cherchant à sortir d'autres situations de vulnérabilité), donner accès à l'asile ou à un statut juridique alternatif et analyser l'expérience acquise grâce à la réinstallation et aux solutions complémentaires. Les sujets à examiner comprendront des questions sur la documentation et l'identification, les procédures d'accueil, même pour des groupes en situation de vulnérabilité, tels que les enfants non accompagnés ou séparés, les personnes handicapées, les personnes souffrant de graves problèmes de santé, les victimes de violence sexuelle et de genre, les victimes de la traite et autres crimes, accès au refuge et aux services de santé, et recherche de la famille et réunification. Les questions de coordination et de coopération aux niveaux régional, national et local, entre les gouvernements, avec les acteurs non étatiques et les personnes en mouvement, seront pris en compte tout du long.

Questions directrices

- *Quelles routes régulières existantes et / ou nouvelles peuvent être utilisées et, le cas échéant, adaptées par les gouvernements pour faciliter une migration sûre, ordonnée et régulière ainsi que la mobilité des migrants en situation de vulnérabilité accrue?*
- *Comment la mise en œuvre complémentaire du PMR et du PMM peut-elle soutenir les réponses des États et des multiples parties prenantes pour faire face aux situations de flux migratoires mixtes?*
- *Pourquoi les gouvernements choisissent-ils d'accorder un statut légal alternatif en plus du statut d'asile / de réfugié? Quelles formes de statut légal / de séjour les États sont-elles fournies et sur quelles bases? Quels sont les coûts et les avantages de tels accords?*
- *Comment les gouvernements et les acteurs non étatiques ont-ils abordé les problèmes de (ou le manque de) documentation et d'identification dans les situations de crise? Pourquoi la coordination est-elle importante dans ce domaine?*

- *Quelles procédures les gouvernements ont-ils établies pour garantir l'accueil et l'hébergement sûr des nouveaux arrivants et pour protéger les droits des groupes particulièrement vulnérables? Quel rôle jouent les partenaires et les volontaires internationaux et non gouvernementaux?*
- *Quels types de mécanismes à différents niveaux (régional, national, sous-national) les gouvernements et autres parties prenantes ont-ils utilisés pour faciliter une réponse coordonnée dans les situations de grands mouvements? Quelles leçons ont été apprises?*

Table ronde 1.2: Faciliter l'inclusion sociale et économique

Résultats attendus

Le résultat attendu de cette table ronde est de faciliter l'échange de modèles et de pratiques qui ont fonctionné pour fournir des solutions inclusives qui génèrent des avantages pour les nouveaux arrivants comme pour les communautés d'accueil.

La mesure avec laquelle les nouveaux arrivants peuvent trouver sécurité, opportunités et un sentiment d'appartenance à une communauté d'accueil est souvent étroitement liée à leur statut légal et au sentiment de sécurité, d'opportunité et d'appartenance qui prévaut parmi les habitants de cette communauté. Par conséquent, il est essentiel de répondre aux besoins communs et de renforcer les capacités des deux groupes afin de favoriser idéalement un but communs. Le thème est d'explorer le rôle du leadership politique, de la conception des politiques, des ressources, des capacités, et pour les nouveaux arrivants en favorisant des solutions inclusives qui génèrent des avantages et répondent aux besoins des nouveaux arrivants et des communautés hôtes. La table ronde vise à faciliter l'apprentissage autour des expériences et des bonnes pratiques qui traitent des difficultés et des opportunités d'établissement, y compris les problèmes sous-jacents tels que la fourniture de logement adéquat, des soins médicaux et d'éducation, l'accès au travail et aux moyens de subsistance, et des interventions pour promouvoir la cohésion sociale, prévenir la discrimination et la xénophobie et lutter contre l'exploitation liée au travail.

Questions directrices

- *Quels sont les principaux obstacles rencontrés par les nouveaux arrivants pour accéder aux services tels que la santé et l'éducation? Quels types de partenariats et d'innovations peuvent atténuer les restrictions existantes? Comment peut-on promouvoir l'opérabilité des développements de politiques mondiales, par exemple en ce qui concerne la santé de la migration pour obtenir de meilleurs résultats en matière de santé?*
- *Comment les institutions locales devraient-elles s'adapter pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants? Comment les coûts et les avantages peuvent-ils être communiqués efficacement à la population locale? Comment assurer la participation de la communauté dans tous les aspects de la société?*
- *Quel rôle les nouveaux arrivants jouent-ils dans la promotion de l'inclusion sociale et économique?*

- *Comment les efforts visant à générer des moyens de subsistance et à garantir l'accès au marché du travail peuvent-ils bénéficier aux nouveaux arrivants comme aux locaux? Comment les normes de travail et des conditions de travail décentes peuvent-elles être garanties pour tous les travailleurs?*
- *Quelles pratiques et quels partenariats ont prouvé leur efficacité pour adresser et atténuer la méfiance et les tensions entre les nouveaux arrivants et les communautés hôtes et pour favoriser la cohésion sociale? Comment les gouvernements peuvent-ils éviter de donner l'impression de "favoriser" les nouveaux arrivants par rapport aux communautés d'accueil? Existe-t-il de bonnes pratiques pour atténuer la "concurrence" ou les tensions entre nouveaux arrivants avec des vécus différents? Quel rôle les gouvernements peuvent-ils jouer vis-à-vis de leur diaspora dans un pays différent?*
- *Comment les innovations et les nouvelles façons de faire les choses, introduites comme des réponses à la crise, par exemple dans les systèmes de prestation de services locaux et d'immigration, ont amélioré la fourniture de services pour tous les utilisateurs, y compris les communautés d'accueil? Quel rôle les parties prenantes de la communauté locale et les nouveaux arrivants peuvent-ils jouer dans la création conjointe de solutions inclusives, par exemple en tant que co-développeurs et fournisseurs de services de santé inclusifs?*

(2) Discours et communication sur la migration: quels rôles, responsabilités et ressources ont les gouvernements?

Dans de nombreux pays, la migration est un problème émotionnel et polarisant. Les gouvernements ne peuvent gérer la migration sans tenir en compte la manière dont les migrants sont perçus dans la société. Cependant, la perception des migrants est souvent influencée par des facteurs qui dépassent le cadre de la politique de migration, tels que les préoccupations relatives à des changements sociaux plus vastes, le déclin économique ou la sécurité publique. Aborder la migration comme un proxy pour des problèmes plus importants envoie le message que les migrants en sont la cause. Des preuves solides sur les aspects positifs de la migration, par exemple en ce qui concerne la contribution importante au développement des pays d'origine et de destination, ne contribuent généralement pas à dissiper les craintes, et remplacer les images négatives existantes ou à corriger les idées fausses. Les gouvernements, dans leurs politiques et leurs propres discours, ont un rôle important à jouer pour donner le ton au débat national. Mais les gouvernements ne sont pas les seuls acteurs. Les médias traditionnels et les médias sociaux sont une force puissante pour façonner les discours sur la migration qui n'est pas toujours basée sur des faits. Les réseaux sociaux, en particulier, ont tendance à avoir un effet de "chambre d'écho", grâce auquel les personnes reçoivent des informations (fausses) qui renforcent leurs opinions et leurs convictions existantes et qui, par conséquent, ont tendance à favoriser la polarisation.

Les gouvernements doivent communiquer leurs politiques migratoires au grand public, mais également aux migrants, qui peuvent ne pas se fier aux intentions du gouvernement, alors que les barrières linguistiques et culturelles peuvent être à l'origine de malentendus. En outre, les réseaux sociaux constituent une source d'informations importante pour de nombreux migrants, qui peuvent d'avantage se fier à ce qui circule sur les réseaux sociaux que sur les services gouvernementaux. Les gouvernements des pays d'origine et de destination doivent non seulement bien réfléchir à leurs messages et à leurs

canaux de communication, mais également à leurs messagers. Les migrants sont le plus directement touchés par des représentations inexactes d'eux-mêmes dans le discours public et peuvent par conséquent se sentir aliénés et marginalisés. Les potentiels migrants font souvent l'objet de fausses informations, par exemple en ce qui concerne des possibilités d'emploi à l'étranger inexistantes ou des conditions très différentes de celles annoncées.

Dans le cadre de cette deuxième priorité thématique, le FMMD 2019 a pour objectif de discuter des expériences des gouvernements et des autres parties prenantes en matière de pratiques et d'enseignements tirés de la communication sur la migration, les politiques migratoires et leur interconnexion avec le développement durable dans les pays d'origine, de transit de destination et de retour, à la fois auprès du grand public et des communautés de migrants et les migrants.

Table ronde 2.1: Formulation des discours publics sur les migrations et les migrants

Résultats attendus

Le but de cette table ronde est d'évaluer de manière critique les stratégies de communication des gouvernements afin d'informer sur ses politiques de migration et d'explorer les options du gouvernement pour relever les défis qui se posent dans le contexte des nouveaux médias, y compris la prolifération de la désinformation et des discours de haine.

Cette table ronde examinera les stratégies et les outils de communication des gouvernements pour participer au débat public et étayera les discours sur la migration avec des faits. Les sujets de discussion comprendront: comment utiliser efficacement les engagements normatifs, les données et les preuves concernant la migration dans les communications publiques; comment impliquer des recherches sur l'opinion publique pour comprendre les perceptions et les divers publics et établir un lien avec leurs valeurs et leurs préoccupations; comment comprendre et interagir avec une variété de médias et leur rôle dans la formation des perceptions et du discours public; et comment suivre et traiter la propagation de la désinformation et du discours de haine, en particulier dans les réseaux sociaux, ce qui contribue à la polarisation de la société et met les migrants en danger. Cette discussion devrait cristalliser les enseignements tirés et contribuer à l'éducation aux médias des gouvernements participants.

Questions directrices

- *Pourquoi les gouvernements participent-ils à la communication publique sur la migration et les politiques de migration? Avec quels objectifs?*
- *Qui oriente les efforts de communication publique des gouvernements sur la migration? Sont-ils centralisés ou décentralisés? Comment le courrier est-il coordonné?*
- *Comment les gouvernements élaborent-ils des messages sur la migration? Qui est impliqué? Quel rôle jouent la recherche d'opinion et les enquêtes, ainsi que d'autres types de recherche et de données, dans ce processus? Comment mesurent-ils l'impact de leurs efforts de communication?*
- *Quels canaux de communication et quels messagers les gouvernements utilisent-ils pour façonner les discours sur la migration? Comment se rapportent-ils aux médias traditionnels et nouveaux?*

Quels types de capacités sont nécessaires pour suivre les messages et communiquer efficacement sur les réseaux sociaux?

- *Quels sont les points de données critiques liés à la migration qui intéressent le public? Quelle résonance ont les arguments normatifs (par exemple, fondés sur les droits de l'homme, les convictions religieuses) auprès de différents publics? Quel est le potentiel pour promouvoir des discours sur la contribution positive des migrants aux communautés d'accueil?*
- *Quels enseignements tirés d'efforts de communication publique réussis et infructueux peuvent être partagés avec d'autres États participants? Dans quelles circonstances des preuves d'interconnexions positives entre migration et développement durable peuvent-elles être utiles pour influencer le discours migratoire?*

Table ronde 2.2: Communication efficace avec les migrants

Résultats attendus

L'objectif de cette table ronde est de mettre en lumière les enseignements tirés et de favoriser une meilleure compréhension des objectifs, des outils, des défis et des responsabilités des gouvernements en communiquant directement avec les migrants tout au long du cycle de la migration.

Cette discussion facilitera un échange d'expériences sur les objectifs, les outils, les défis et les responsabilités des gouvernements lorsqu'ils communiquent directement avec les migrants, y compris, par exemple, dans le cadre de campagnes d'information préalables au départ, dans le cadre des efforts de divulgation consulaire, dans le contexte des processus d'immigration et visa, dans les processus d'intégration locale et pour expliquer et encourager les retours. Ce dialogue bénéficiera des consultations et des perspectives des organisations internationales et non gouvernementales, de la société civile et des autorités locales, qui sont souvent des interlocuteurs directs des migrants et des réfugiés, ainsi que des organisations de migrants, de réfugiés et de la diaspora. Cela devrait permettre aux décideurs politiques de refléter sur l'efficacité et aux implications éthiques de leurs pratiques de communication.

Questions directrices

- *Quels objectifs les différents services et niveaux de gouvernement poursuivent-ils dans leurs communications avec les migrants? Les gouvernements peuvent-ils et doivent-ils assurer une cohérence globale dans leurs messages et leurs communications?*
- *Comment les gouvernements peuvent-ils rendre leurs informations accessibles aux migrants? Comment peuvent-ils répondre aux migrants? Certaines pratiques / voies de communication avec les migrants sont-elles plus utiles que d'autres? Si c'est le cas, pourquoi et dans quel but?*
- *Comment les gouvernements peuvent-ils créer un climat de confiance pour les migrants à l'intérieur de leurs frontières et avec leurs propres citoyens à l'étranger (par l'intermédiaire de leurs agences consulaires)? Quels messagers ont-ils été utilisés pour se communiquer avec les migrants?*

- *Comment les gouvernements et les autres parties prenantes peuvent-ils traiter les informations frauduleuses destinées aux migrants? Quel rôle les migrants et leurs réseaux peuvent-ils jouer dans la vérification des informations (examen par des pairs)?*
- *Comment les gouvernements et les autres parties prenantes peuvent-ils mesurer l'efficacité de leurs efforts de communication, par exemple? Les campagnes d'information pré-départ conduisent-elles à des décisions plus raisonnées en matière de migration? Comment les gouvernements, même au niveau local, peuvent-ils intégrer des informations personnalisées sur les services de base afin de promouvoir l'inclusion sociale et la participation des communautés de migrants?*
- *Comment peut-on améliorer les processus d'immigration et de visa afin de mieux informer les migrants sur la disponibilité de voies réguliers pour la migration?*
- *Dans quelle mesure les pratiques de communication efficaces encouragent-elles le retour volontaire et la réintégration durable?*

(3) Aborder la mobilité humaine dans le cadre des stratégies de développement urbain et rural

En juillet 2019, le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) sur le Développement Durable examinera l'ODD 10, qui vise à "réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre", notamment au travers d'objectifs nécessitant des politiques de migration bien gérées et une réduction des coûts des envois de fonds. L'objectif correspond à la promesse globale des ODD de "ne laisser personne de côté", promesse qui devient d'autant pertinente à mesure que les effets du changement climatique menacent de saper les progrès en matière de développement et d'exacerber les inégalités existantes à l'intérieur et entre les sociétés.

La réalisation de l'ODD 10 nécessitera de mesurer les progrès en matière de développement au-delà des moyennes nationales et de s'attaquer aux différences de prospérité, de résilience et de cohésion sociale sur le territoire national et les groupes de personnes. Pour les décideurs politiques intéressés par les liens entre les déplacements massifs de réfugiés et de migrants et le développement, cela signifie prêter une attention particulière à la manière dont la migration et le déplacement interagissent avec les inégalités existantes et les dynamiques territoriales; par exemple, si et comment cela contribue ou contrecarre la concentration de personnes et de ressources dans certaines régions d'un pays ou d'une région.

Comme souligné dans l'ODD 11 sur les villes inclusives, sûres, résilientes et durables, les zones urbaines seront un lieu central pour concrétiser les aspirations de développement durable de ce siècle. Parce qu'elles absorbent rapidement une proportion croissante de la population mondiale, y compris la plupart des migrants et des réfugiés, les villes doivent gérer la demande croissante d'infrastructures et de services, tout en réduisant leur empreinte carbone et en facilitant la coexistence de communautés diverses. Dans le même temps, la migration et l'afflux de transferts de fonds transforment les économies rurales dans certaines parties du monde, tandis que les travailleurs migrants aident à maintenir la production agricole à flot dans d'autres.

Dans l'esprit du Nouvel Agenda Urbain, adopté à Quito en 2016, le thème est de faciliter un dialogue entre les différents niveaux de gouvernement sur la manière dont les autorités nationales et locales peuvent

travailler ensemble à l'intérieur et à l'extérieur des frontières pour faciliter les contributions des réfugiés et les migrants au développement urbain et rural.

Table ronde 3.1: Soutien aux villes d'arrivée à travers la cohérence de politiques et partenariats multipartites

Résultats attendus

Le résultat attendu de cette table ronde est d'identifier les facteurs qui font que les villes fonctionnent comme des lieux d'accueil, d'inclusion et d'intégration et de comprendre le rôle que les gouvernements locaux et nationaux et les autres partenaires peuvent jouer pour faciliter le succès des villes.

Dans la vie quotidienne des réfugiés et des migrants, les autorités municipales et locales ont tendance à façonner leur expérience et leurs relations avec l'État. Certaines villes sont devenues des "villes d'arrivée" performantes offrant des possibilités d'appartenance et de mobilité sociale ascendantes, tandis que d'autres luttent contre la persistance de communautés marginalisées et la ségrégation. Cette table ronde explorera ce qui rend certaines villes plus accueillantes et qui fonctionnent comme des moteurs d'inclusion et d'intégration plus que d'autres. Les bonnes pratiques dans les villes, les défis et les goulots d'étranglement auxquels font face les administrations municipales seront analysées, ainsi que le rôle de la cohérence des politiques et de la coopération entre les niveaux du gouvernement pour faciliter l'inclusion et la contribution des migrants au développement urbain.

Questions directrices

- *Quels facteurs contribuent à faire des villes des lieux de mobilité sociale ascendante pour les réfugiés et les migrants? Quelles politiques sont essentielles pour avoir une intégration réussie dans les villes? De quel pouvoir les villes disposent-elles pour établir des politiques dans ces domaines et quelle est la quantité de pouvoir déléguée aux niveaux de gouvernement supérieurs?*
- *Quel rôle la coordination entre les différents niveaux et secteurs du gouvernement joue-t-elle en réponse aux réfugiés, ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques migratoires? Quelles sont les bonnes pratiques à cet égard? Quels sont les obstacles à la cohérence et à la coopération efficace des politiques des différents niveaux de gouvernement?*
- *Quels autres acteurs locaux sont importants pour faciliter l'inclusion et la contribution des migrants et des réfugiés au développement urbain? Quel rôle jouent les associations multipartites dans ce contexte? Quel rôle jouent les migrants et les réfugiés dans les villes?*

Table ronde 3.2: Tirer parti de la migration pour transformer et développer les zones rurales

Résultats attendus

L'objectif de cette table ronde est d'analyser les options politiques que les gouvernements ont pour améliorer les effets positifs et atténuer les effets négatifs de la migration et des envois de fonds sur la construction de la résilience et la transformation dans les zones rurales.

Dans de nombreux pays, les stratégies de développement ont eu tendance à se concentrer sur la prévention de l'exode rural et à limiter la migration vers les villes surpeuplées. Toutefois, alors que les causes profondes existantes, telles que la pauvreté, les conflits, la dégradation des sols, l'insécurité alimentaire et la discrimination, peuvent être aggravées par le changement climatique, qui menace de miner davantage les moyens de subsistance qui dépendent dans une large mesure des ressources naturelles, qui sont vulnérables aux sécheresses, aux inondations et à d'autres impacts environnementaux, les gouvernements devront de plus en plus envisager la mobilité humaine dans le cadre de stratégies de renforcement de la résilience rurale. Cette session examinera le rôle de la migration et des rapatriements de fonds dans la transformation des zones rurales, y compris son impact sur l'agriculture et les industries connexes, ainsi que les opportunités d'emploi locales et l'esprit d'entreprise. Et, explorera les options pour les responsables de l'élaboration des politiques aux niveaux national et local afin d'accroître les effets positifs et d'atténuer les effets négatifs.

Questions directrices

- *Qu'est-ce qui motive la migration des zones rurales? Qui part ? Quel rôle jouent l'âge et le sexe dans la migration rurale? Comment la transformation des zones rurales dans le contexte du changement climatique et les changements associés de la production agricole pourraient-ils affecter les migrations?*
- *Quelles leçons les gouvernements et les partenaires ont-ils appris en essayant de lutter contre "l'exode rural"? La migration est-elle un défi ou une opportunité pour le développement rural et la création de la résilience? Quels types de politiques d'intervention peuvent améliorer les effets positifs et atténuer les effets négatifs de la migration en provenance des zones rurales? Quel est le rôle de la coopération entre les gouvernements nationaux et locaux et entre les gouvernements locaux des zones rurales et urbaines?*
- *Quel rôle jouent les envois de fonds et les investissements des migrants dans les zones rurales et comment peuvent-ils être utilisés pour soutenir le développement rural et le renforcement de la résilience? Quels sont les goulets d'étranglement à cet égard et qui devrait s'unir pour y remédier? Au-delà des envois de fonds, quel est le rôle de la relation entre ceux qui partent et ceux qui restent?*

Priorités pour le processus du FMMD

Suivi de l'examen des dix ans du FMMD

Le FMMD a été créé il y a plus de dix ans pour faciliter le dialogue et l'instauration d'un climat de confiance entre les États et pour promouvoir des idées de politiques et de solutions visant à faire le lien entre migration et développement. Depuis, il a notamment contribué à l'intégration des questions liées à la migration dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; orienté l'élaboration du Pacte sur les migrations ; et encouragé les gouvernements à faire participer des parties prenantes telles que les OSC et les entreprises à leurs discussions sur les politiques relatives à la migration. En 2018, les coprésidents allemand et marocain ont commandé un examen du FMMD pour évaluer ses réalisations au

cours de la dernière décennie et interroger les parties prenantes du FMMD sur les orientations futures. L'examen a produit une série de recommandations qui ont été présentées pour la première fois lors de la session du Futur du Forum à Marrakech.

Une nouvelle impulsion pour examiner le rôle et la pertinence du FMMD est l'environnement mondial en transformation: avec l'adoption des ODD, du DNY et du PMM, la migration est désormais fortement inscrite dans l'agenda des Nations Unies; l'OIM a rejoint le système des Nations Unies et il y a d'avantage d'acteurs dans le domaine de la migration. Étant donné que les États Membres des Nations Unies se sont joints aux objectifs et cibles mondiaux en matière de migration, le FMMD a été invité à tenir informé sur les processus de révision dans le contexte du FPHN et du Forum d'examen des migrations internationales compte tenu de son rôle pour faciliter l'échange de bonnes pratiques et d'approches innovantes et pour fournir un lieu de rencontre des partenaires.

Un autre facteur pour faire le point et examiner le FMMD a concerné les questions récurrentes autour de l'appartenance et de la durabilité du Forum, comme la succession de la Présidence, la rotation au sein du groupe de pilotage du FMMD et la continuité en termes de planification du travail et de financement et se sont avérés être un défi.

Le Président prévoit d'organiser des discussions plus approfondies sur les conclusions de l'examen et les recommandations avec les États participants du FMMD et d'autres parties prenantes tout au long de l'année. À cette fin, l'Équateur propose de traiter les recommandations de l'examen en groupe lors des trois réunions préparatoires prévues du FMMD à Genève en février, mai et septembre 2019, comme suit:

- Février: examen de la vision 3-P que le FMMD organiserait autour des trois piliers que sont Politiques, Partenariats et Révision par les Pairs;
- Mai: examen de la base financière de FMMD et des dispositions futures;
- Septembre: examen des recommandations opérationnelles visant à améliorer «l'expérience de l'utilisateur» générale du FMMD.

Le Président préparera trois notes de discussion pour chaque groupe de recommandations afin de mener les discussions et de garantir des propositions orientés vers l'action avec des délais concrets pour la mise en œuvre des recommandations.

Le Groupe de travail du FMMD sur le Développement Durable et les Migrations Internationales, chargé de préparer la soumission annuelle du FMMD au FPHN, donnera également suite aux recommandations de l'examen des dix ans du FMMD. Le Groupe de Travail se réunira entre les réunions préparatoires afin de formuler des actions concrètes pour mettre en œuvre les recommandations consensuelles de l'examen. À cette fin, le Groupe de Travail pourrait inviter d'autres membres du Groupe de Pilotage, ainsi que des experts thématiques d'organisations internationales, autorités locales, société civile, secteur privé et du monde universitaire.

Parmi les domaines du suivi de la révision à court terme, le Président voit la possibilité d'explorer et d'introduire de nouveaux formats de participation avant et pendant le Sommet du FMMD en 2019, en vue de faciliter un dialogue innovant et interactif sur la résolution de problèmes, encourageant l'apprentissage pratique et le jumelage de partenaires potentiels. Par conséquent, le FMMD cherche à mettre en œuvre le format "Marché aux Propositions" cette année, qui vise à faciliter la formation d'associations et à servir de plate-forme de "jumelage" entre ceux étant confrontés à des problèmes spécifiques de politiques et de pratiques et ceux proposant des solutions spécifiques. Le Président travaille avec l'Unité de Soutien du

FMMD afin de diversifier l'agenda des réunions du Groupe de Pilotage et des Amis du Forum afin que les tribunes soient différentes et attrayantes. La révision des Termes de Référence de l'Unité de Soutien du FMMD se poursuivra afin de refléter l'ensemble de ses responsabilités et d'assurer un soutien opérationnel adéquat de l'OIM en tant qu'organisation hôte. Le Président envisage également de lancer une révision du Cadre de Financement Pluriannuel du FMMD, qui aurait dû être présenté depuis 2017, afin de servir de base à un débat plus approfondi sur l'avenir financier et la durabilité du FMMD.

Un aspect important de la révision du rôle futur et des fonctions du FMMD consistera à examiner les relations entre les États et les autres parties prenantes du FMMD, y compris la société civile et les entreprises, par exemple lorsqu'il s'agit de définir l'agenda et de définir le format d'espaces d'interaction entre les parties prenantes au sein du FMMD, tels que l'Espace Commun et le Marché aux Propositions. Plusieurs formats de ce type dédiés à la résolution de problèmes spécifiques pourraient être envisagés. En outre, davantage de parties prenantes pourraient être invitées à contribuer au FMMD.

En 2018, le FMMD a pour la première fois impliqué des jeunes lors d'une réunion thématique dédiée, organisée avec le soutien de l'UNICEF. Il a également convenu d'établir une relation plus permanente avec le Forum Annuel des Maires sur la Mobilité Humaine, les Migrations et le Développement grâce à la création d'un Mécanisme des Maires (MM) pour le FMMD. Le MM intégrera les perspectives et les leçons des autorités régionales et locales dans les délibérations du FMMD. 2019 sera l'année de la mise en place de ce nouveau mécanisme pleinement opérationnel et un ajout précieux aux priorités thématiques du FMMD. La Présidence collaborera avec les partenaires du MM, du Conseil pour la Migration des Maires, de l'OIM et de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) dans la supervision de ce nouveau développement.

Le Président envisage de renforcer la participation des chercheurs engagés dans la recherche en politiques dans les discussions du FMMD afin de soutenir les délibérations empiriques, idéalement, un dialogue continu et une boucle de rétroaction entre ceux qui étudient le domaine et le développement de la migration, et ceux qui cherchent à agir et à influencer les actions des autres par le biais de politiques publiques.

Le FMMD devrait redéfinir ses liens avec le système des Nations Unies, étant donné que le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour les Migrations Internationales (BRSSG) a terminé son mandat et le nouveau Réseau des Nations Unies sur la Migration (le Réseau) est en train d'être mis en place. Le Président envisage d'assurer la liaison avec le Directeur Général de l'OIM en tant que Coordinateur du Réseau afin d'encourager un engagement continu entre le FMMD et le Réseau; et améliorer la coordination entre l'Unité d'Appui du FMMD et le Secrétariat du Réseau afin d'assurer un soutien efficace, opportun et coordonné à l'ensemble du système des États Membres dans le contexte du PMM. Le FMMD prévoit de passer en revue la Plate-forme du FMMD pour les Partenariats et cherche à contribuer à la plate-forme mondiale de connaissances du Mécanisme de Renforcement des Capacités du PMM, une fois celui-ci mis en place.

Soutien à la mise en œuvre et au suivi des engagements internationaux

Le FMMD consiste d'abord à éclairer le processus d'élaboration des politiques et de leur mise en œuvre dans les États participants afin de faciliter la réunion des partenaires potentiels. Dans le même temps, il a rassemblé et continue de générer une quantité considérable de connaissances collectives et

d'expériences qui ont conduit à des discussions multilatérales formelles. En conséquence, le FMMD a été invité à contribuer aux processus de révision de l'Agenda 2030 et du PMM.

Les négociations sur les modalités du processus de suivi et d'examen du PMM auront lieu ce printemps à l'ONU à New York. Le Président cherchera à engager rapidement une discussion avec les membres du Groupe de Pilotage du FMMD afin de parvenir à une vision commune du rôle du FMMD dans le processus formel de suivi et de révision du PMM et si cela nécessiterait une modification du fonctionnement actuels et de l'organisation des travaux du FMMD.

Le groupe de travail du FMMD sur le Développement Durable et les Migrations Internationales¹, mené par le Gouvernement de l'Allemagne, prépare actuellement la contribution thématique du FMMD au FPHN 2019. Le groupe de travail prendra également l'initiative d'élaborer des propositions pour les actions de suivi qui seront tirées des recommandations de l'examen de réflexion sur les 10 ans du FMMD, y compris la proposition de créer un espace d'examen par les pairs au sein du FMMD, qui servira à rassembler et à évaluer les bonnes pratiques et les leçons apprises afin de mieux informer les contributions aux processus formels d'examen des ODD et des PMM.

Décider du rôle du FMMD dans le suivi et la révision du PMM aura également des implications pour les futures fonctionnalités de la Plateforme pour les Partenariats en ligne (PpA) du FMMD, principal référentiel des pratiques sur la migration et de développement. L'Unité de Soutien du FMMD présentera également aux États les projets de déploiement de la stratégie de communication du FMMD en 2019.

Réunions thématiques et régionales pour aborder les priorités de fond et institutionnelles

Afin de soutenir les débats sur les priorités thématiques et institutionnelles décrites ci-dessus, la présidence équatorienne du FMMD organisera des réunions thématiques et régionales tout au long de l'année. Les États souhaitant co-organiser une réunion régionale et / ou thématique sont invités à contacter l'Équateur via gfmdecuador@cancilleria.gob.ec ou par l'intermédiaire de l'Unité de Soutien via support.unit@gfmd.org. Les dates proposées pour les réunions thématiques et régionales figurent dans le calendrier préliminaire des activités.

La première réunion thématique sur le thème de la mise en œuvre du PMM a eu lieu à Genève du 21 au 22 mars 2019 sous la direction conjointe des gouvernements de Bahreïn et des Philippines. Cette réunion a été l'occasion idéale pour débattre de l'élaboration de plans et stratégies nationaux visant à mettre en œuvre les engagements pris par le PMM.

L'Équateur s'engage à rapprocher le FMMD des régions afin d'accroître la participation des différents acteurs régionaux et comme un effort de décentralisation du processus. En conséquence, l'Équateur souhaite particulièrement des propositions autofinancées de réunions régionales des États participants au FMMD et d'autres parties prenantes qui se tiendront à l'extérieur de Genève ou de New York.

¹ Anciennement intitulé Groupe de travail sur l'Agenda 2030 et le PMM, il a été renommé par décision des membres du groupe de travail le 11 février 2019. Le Bangladesh était coprésident du groupe de travail de 2016 à 2018.

Conclusion

Compte tenu du thème général du FMMD 2019, " Approches durables de la mobilité humaine: Défendre les droits, renforcer l'agence publique et promouvoir le développement au travers des partenariats et de l'action collective", l'Équateur cherche à offrir une plate-forme d'échange dans laquelle un large éventail de parties prenantes se réunissent pour identifier des actions politiques concrètes visant à traiter la mobilité humaine de manière durable, à défendre la sécurité, la dignité et les droits de toutes les personnes vulnérables en déplacement, et à tirer parti de leurs contributions au développement. Comme le démontrent les récents efforts internationaux au plus haut niveau politique, le phénomène de la mobilité humaine ne peut être traité que par des partenariats multipartites et une action collective. Au travers de sa présidence du FMMD, l'Équateur place les migrants et d'autres personnes en déplacement au centre du débat. En ce sens, la défense des droits des migrants et le renforcement de l'agence publique en faveur des migrants représentent deux ingrédients essentiels.

Au cours de la première année suivant l'adoption du Pacte Mondial pour les Migrations et du Pacte Mondial sur les Réfugiés, le Président du FMMD 2019 lancera le débat sur la mise en œuvre des objectifs et identifiera les synergies entre les deux Pactes au moyen de son axe thématique sur les mouvements mixtes. En ce qui concerne le PMM, le FMMD fournira un espace sûr, dans lequel les voix des parties prenantes critiques pourront être exprimées et où un consensus pourra être créé.

En ce qui concerne les ODD, le Forum de cette année continuera à présenter des résultats importants dans l'interface migration et développement ; une fonction qui bénéficiera d'une incorporation plus systématique des universitaires au sein du Forum. Par le biais de ses priorités thématiques qui seront traitées dans les Tables Rondes, réunions thématiques et réunions régionales, le FMMD 2019 fera progresser les débats politiques sur la migration et le développement tout en introduisant des méthodes de travail innovantes.

Afin de donner suite aux recommandations de l'examen des dix ans du FMMD commandé par la Présidence germano-marocaine du FMMD 2017-2018, l'Équateur participera à des discussions constructives avec les États participant au FMMD afin de dégager un consensus sur des actions concrètes pour sa mise en œuvre. À la fin de la Présidence équatorienne, le FMMD sera en mesure de se positionner dans le nouvel environnement, sans perdre son identité centrale. Pour réaliser ces ambitions, l'Équateur s'est engagé à coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes du FMMD, et a également le soutien des États participants du FMMD et de toutes les autres parties intéressées.